ÉCOLOGIE - AUTOGESTION - DROITS DES FEMMES

POURQUOI CETTE CANDIDATURE :

Jamais autant qu'aujourd'hui, et à la veille d'une consultation électorale capitale pour l'avenir de notre société, **le divorce entre la classe politique incarnée par les appareils des partis, et les millions de gens qui luttent et qui espèrent** ne nous étaient paru aussi profond.

D'un côté une «majorité» usée par 20 ans de pouvoir sans partage, enlisée dans ses propres contradictions, impuissante à résoudre les problèmes importants, mais servant avec fidélité, par technocrates interposés, les intérêts du capitalisme international.

De l'autre une opposition complètement sclérosée, incapable de traduire en termes politiques la volonté populaire, plus préoccupée de tactique électoraliste que de devenir le catalyseur de la volonté de changement majoritaire dans le pays.

Pendant plusieurs années, l'existence du Programme Commun de Gouvernement a gelé le développement d'une dynamique plus qu'elle ne l'a aidée ; et combien de militants qui, tout en restant critiques à son égard, ont vu en lui une chance à saisir !

Pourtant, **depuis Mai 68, de nouvelles formes de lutte ont surgi, une autre sensibilité s'est exprimée, la revendication est devenue souvent plus qualitative que quantitative.**

LIP et le LARZAC sont, parmi bien d'autres, les exemples qui incarnent le mieux l'émergence de ces aspirations et **la recherche d'une autre légalité.**

Les écologistes et les antinucléaires traduisent eux aussi, en termes quelquefois différents, mais avec la même volonté, cette **nouvelle dimension qui choque parce qu'elle bouscule les vieilles habitudes, et met mal à l'aise ceux qui font profession de la politique.**

De même, les luttes des femmes montrent bien le refus de la politique traditionnelle, qu'elle soit de droite (Non ! les réformes ne prennent pas en compte les aspirations des femmes !) ou de gauche (Non ! la situation de la femme ne changera pas par un changement de majorité !) : ni la droite, ni la gauche n'ont compris leur refus de l'oppression masculine, leur remise en cause du pouvoir, leur désir d'une société accueillante aux différences !

NOUS CROYONS QUE TOUS CEUX QUI S'IDENTIFIENT A CE COMBAT DOIVENT OEUVRER POUR QUE CELUI-CI SOIT PRÉSENT DANS LE DÉBAT POLITIQUE, CAR AUCUN DES PARTIS TRADITIONNELS NE TRADUIRA NI NE DÉFENDRA L'ESSENTIEL DE CES IDÉES:

C'est pourquoi un Collectif d'écologistes, de socialistes autogestionnaires, de femmes s'est constitué et a décidé de présenter cette **candidature collective** : nous vous appelons à soutenir un projet de société, non à voter pour des personnes !

Il ne s'agit pas d'une candidature de plus dans la course au pouvoir des 12 et 19 Mars, mais **d'une volonté commune de définir, d'affirmer, d'organiser, dès aujourd'hui, avec tous, pour demain, une alternative de changement fondamental** fort différente de celle(s) que proposent les partis traditionnels.

DÈS AUJOURD'HUI, ORGANISONS NOUS-MÊMES NOTRE AVENIR PAR :

L'ÉCOLOGIE

Nous pensons que l'Ecologie est devenue indissociable des grandes options politiques.

Tout choix de société qui ne prend pas en compte cette nouvelle réalité ne peut apporter de réponses satisfaisantes aux interrogations que chacun de nous se pose.

La recherche du profit maximum en priorisant le quantitatif, en organisant le gaspillage, a provoqué une détérioration rapide du cadre de vie et l'épuisement à court terme des matières premières indispensables.

La pénurie prévisible des ressources énergétiques traditionnelles pose à notre civilisation le problème de sa survie car le choix délibéré du nucléaire hypothèque irrémédiablement son avenir. Nous ne sommes pas pour le retour au passé mais nous croyons au progrès contrôlé et autogéré dans le respect des équilibres naturels.

C'est pour cela que NOUS VOULONS :

ÉNERGIE

— Un moratoire qui suspendra, pour une durée minimale de 5 ans, le programme électro-nucléaire français.

— Une politique volontariste et cohérente en matière énergétique par l'élimination du gaspillage et la priorité donnée au développement des énergies douces, inépuisables et décentralisées (énergie solaire, géothermique, éolienne, etc...).

DÉFENSE

— L'arrêt immédiat et définitif du programme nucléaire militaire, un désarmement général, et l'adoption de méthodes de défense non-violentes.

CROISSANCE

— Une croissance différente, plus respectueuse de l'équilibre écologique, et basée sur les besoins réels (il faut faire des produits utiles, beaux, durables et fonctionnels)

TRAVAIL

— Une remise en cause de la finalité du travail et de la production, en redonnant à l'homme la maîtrise des choix qu'on lui a confisqués.

TRANSPORTS

— Le développement des transports collectifs en favorisant la réouverture des voies de chemin de fer et l'abandon ou la révision du programme autoroutier (combien de camions pour un train ? - combien d'hectares de terre fertile supprimées pour 1 kilomètre d'autoroute ?).

L'AUTOGESTION SOCIALISTE

Nous croyons qu'il existe un autre choix que celui des partis traditionnels de gauche ou d'extrême gauche se réclamant du Socialisme : c'est celui de la **rupture avec tout le système capitaliste, qu'il soit privé ou d'état, POUR QU'ENFIN CHACUN PRENNE EN MAIN SA DESTINÉE PRIVÉE COMME COLLECTIVE** (au lieu de s'en remettre au spécialiste, au notable, à qui il délègue tous pouvoirs par le bulletin de vote).

Celà s'appelle :

L'AUTOGESTION SOCIALISTE:

Pour nous, l'autogestion c'est **une démarche globale de transformation de la société dans tous les domaines** : politique, économique, social, culturel, etc...

Ce qui implique une maîtrise de l'ensemble des institutions étatiques et sociales et des moyens matériels, techniques et intellectuels d'action, d'information et de formation, pour **choisir et organiser ensemble, dans une confrontation égalitaire des idées, des cultures et des possibilités de chacun, une autre société.**

INSTITUTIONS

Nous voulons mettre fin à l'Autorité de l'État, en changer la nature et les structures, et décentraliser radicalement par l'appropriation collective des organes politiques et administratifs.

Celà implique :

— l'abrogation de la Constitution de 1958 (suppression des pouvoirs du Président de la République : article 16, droit de dissolution, recours au référendum, choix du 1er ministre; suppression des assemblées de notables : sénat et conseil constitutionnel).

— la suppression des préfets et sous-préfets et le recours à l'auto-organisation des citoyens à tous les niveaux.

LIBERTÉS

Nous voulons :

— la suppression de toutes les juridictions et législations d'exception.

— la reconnaissance des droits politiques dans les entreprises.

— l'extension des droits syndicaux et leur libre exercice pendant le temps de travail.

— l'extension du droit de grève (suppression de l'article 414, et reconnaissance du droit d'occupation).

— la suppression de la peine de mort et la suppression des quartiers de haute surveillance.

— La reconnaissance du droit d'organisation à tous les niveaux.

LES DROITS DES FEMMES

Nous affirmons et nous voulons faire reconnaître par TOUS les Droits des Femmes et les faire appliquer.

Ces droits ne sont pas un chapitre à part mais ils sont intimement et fondamentalement liés à la construction d'une société où les formes de vie, de travail et de rapports humains seront différents.

VIE QUOTIDIENNE

Nous voulons le partage des tâches aussi bien dans l'éducation des Enfants et le travail ménager, que la mécanique ou la menuiserie.

Nous refusons la domination de l'homme aussi bien dans la vie sexuelle que dans la vie de travail ou familiale.

Nous voulons la liberté et la gratuité du divorce ou de la séparation sans conséquences matérielle et morale.

MILITANTISME

Cette redistribution des tâches permettra ainsi aux femmes de participer davantage à la vie militante.

Il faut respecter l'originalité et la lutte des femmes qui veulent lier la vie quotidienne à leur engagement et ne veulent pas devenir des militantes profesionnelles.

Il faut refuser l'attribution automatique de certains secteurs aux femmes (crêches, action sociale), les autres domaines «sérieux» étant du domaine des hommes.

MATERNITÉ

Congé prénatal porté de 6 semaines à 12 semaines (repos nécessaire pour la femme).

Congé postnatal porté de 8 à 20 semaines (allaitement de l'Enfant et présence indispensable).

Congé de Maternité ou paternité au choix, avec facilité d'Allocations.

Sécurité du poste et maintient de l'emploi après les congés.

CONTRACEPTION, AVORTEMENT

L'information sur la contraception doit se développer et rester libre et gratuite.

La loi VEIL doit être modifiée pour que l'avortement soit libre (y compris pour les mineures) et gratuit, que son déroulement respecte la dignité de la femme.

LUTTE CONTRE TOUT CE QUI APPELLE AUX VIOLENCES SEXUELLES

Nous refusons :

— toutes publicités, sexiste, pornographique, commerciale, images de la virilité et de la féminité qui sont à l'origine des viols, mais aussi de la soi-disant supériorité masculine.

L'Écologie

AGRICULTURE

— Une agriculture qui protège la fertilité des sols et retrouve sa vocation de production d'une alimentation saine et plus nutritive.

SANTÉ

— Une politique de la Santé qui informe, éduque, prévienne, guérisse. Il faut donc agir sur les conditions de travail, sur le niveau de vie et le cadre de vie, sur la nature des produits fabriqués. Celà implique une autre organisation du système médical et du secteur Santé intégrant toutes les formes de médecine (homéopathie, acuponcture, chiropractie, aromathérapie, phytothérapie, etc...).

VIVRE AU PAYS

— Le droit pour chacun de choisir son travail, de décider collectivement de son organisation et de vivre dans la région de son choix.

POPULATION

Nous pensons qu'il est nécessaire d'arriver à une stabilisation démographique à l'échelle mondiale (4 milliards d'êtres humains à l'heure actuelle ; 7 milliards prévus pour l'an 2000 !).

NOUS DÉNONÇONS

— La militarisation croissante de la société et l'aventure nucléaire qui ne fera qu'accentuer son caractère autoritaire et policier.

— L'hypercentralisme d'un système, qui, pour se perpétuer, tend de plus en plus à renforcer le pouvoir central.

— Le fichage systématique par l'utilisation à des fins policières, des techniques de l'informatique.

— Le pillage concerté et organisé du tiers monde et les nouvelles formes de colonialisme qui tendent à maintenir son asservissement.

— La vente aux pays sous-développés de centrales nucléaires, d'armes et de technologies sophistiquées qu'ils ne pourront maîtriser.

La croissance incontrôlée a accentué les inégalités en faisant de l'argent le premier instrument de ségrégation sociale.

C'est là qu'il faut rechercher les causes fondamentales des nouvelles formes de violence, c'est à ce niveaux qu'il faut les combattre.

Nous avons perdu une certaine notion du bonheur et de joie de vivre.

La réconciliation de l'homme avec son milieu naturel et avec lui-même dans une société égalitaire et non-violente c'est aussi et c'est surtout celà L'ÉCOLOGIE

Les Droits des Femmes

EMPLOI

— Possibilité de mixité de toutes les tâches (plus de métiers «masculins» et «féminins») et salaire égal.

Les femmes ne doivent plus être une réserve de main-d'œuvre mais doivent pouvoir accéder à la qualification souhaitée et à une véritable formation continue.

— Accès aux mêmes droits sociaux que l'homme.

Nous refusons le chômage beaucoup plus important chez les femmes (elles sont souvent peu qualifiées, et souvent leurs emplois ne correspondent pas à leurs diplômes.

EQUIPEMENTS COLLECTIFS

Ils doivent être autogérés et décentralisés pour que les usagers participent à la vie collective :

— Crêches plus nombreuses adaptées au rythme et à l'épanouissement des Enfants.

— Laveries publiques.

— Transports à taille humaine.

— Animation culturelle.

— Service repas à bas prix.

Pour nous il n'est pas question d'inverser les rôles mais de créer une nouvelle société où les rapports entre hommes et femmes, différents, aboutiront à leur épanouissement.

L'autogestion socialiste

— la suppression des polices parallèles et d'intervention (C.R.S. etc...).

— la gratuité de la justice.

PRODUCTION

Chaque pays doit tendre à fabriquer, dans le cadre d'une politique nationale, régionale et locale, l'essentiel de ce dont ses habitants ont besoin.

Nous remettons en cause la logique du profit comme critère central des grands choix économiques, et celle de la croissance galopante, liée à la société de consommation.

Nous voulons :

une planification démocratique visant un autre type de croissance ; planification réalisée par la concertation à tous les niveaux (producteurs, consommateurs, usagers).

que l'on produise, pour satisfaire les besoins, des choses utiles et durables.

que l'on élabore des moyens de production contrôlables par les travailleurs, dans le respect des ressources naturelles et de l'environnemnt.

le contrôle populaire sur les prix, la qualité des produits et leur finalité.

ORGANISATION DU TRAVAIL

Il faut mettre fin à la domination de la propriété privée et assurer l'appropriation sociale des moyens de production et d'échanges :

— socialisation des secteurs-clés (banques, grands groupes industriels, grands secteurs nationaux d'équipement, d'information et de formation)

— décentralisation des unités de production

— auto-organisation des travailleurs

— conseils d'entreprises, d'ateliers, de bureaux ayant des pouvoirs réels de décision sur la production, les horaires et le temps de travail, les cadences, les investissements, la gestion, etc...

EMPLOI

Nous voulons :

— un emploi utile pour tous, et qui permette de vivre au pays de son choix.

— le contrôle populaire sur l'emploi dans chaque commune et chaque région (contrôle de l'embauche, des licenciements, des conditions de travail, d'hygiène et de sécurité ; contrôle des finalités de la production).

— la réduction du temps de transport (et son inclusion dans la durée du travail).

— une importante réduction du temps de travail, excluant tout chômage.

— l'extension des congés payés et du temps quotidien de loisirs.

— le contrôle populaire sur la création, l'organisation et la gestion des services collectifs ; et la priorité donnée à ces services.

ECOLE ET EDUCATION PERMANENTE

Nous voulons mettre sur pied, de la maternelle à l'université, et au-delà, un système éducatif qui, par ses institutions, ses méthodes, son contenu, développe la capacité de réflexion autonome, de sens critique, de créativité pour tous, jeunes et adultes.

Nous refusons la coupure entre l'école et la vie quotidienne et nous voulons l'ouverture de l'école à tous, et des possibilités continuelles de formation pour tous, quel que soit l'âge ou l'activité professionnelle (droit permanent à la formation).

Nous voulons :

— l'abrogation immédiate des réformes Haby, Soisson, Royer, Guermeur.

— l'intégration de l'enseignement privé dans l'enseignement public (un seul enseignement !).

— la suppression des personnels d'autorité (recteurs, etc...).

— la gratuité totale de l'enseignement et de la formation.

— le droit de contrôle des syndicats de travailleurs, des personnels et des jeunes sur toute formation.

— le droit d'auto-organisation des jeunes.

MINORITÉS

Il est nécessaire que chaque région, chaque communauté, puisse conserver, retrouver, développer sa propre personnalité, sa propre identité, tant dans le domaine culturel que dans le domaine économique et social.

Nous revendiquons le droit à l'auto-organisation de toutes les minorités et communautés régionales, raciales, culturelles, religieuses vivant dans notre pays.

Paris ne décidera plus pour l'Occitanie !
Les immigrés seront respectés !

INTERNATIONAL

Nous refusons la conception de la défense nationale et nous voulons l'organisation d'une défense populaire, forme moderne de la défense de toute la nation.

Nous refusons l'armée de métier et voulons la reconnaissance des alternatives non-violentes et du droit pour tout jeune français de choisir une forme pacifique de service national.

Nous voulons un désarmement général et nous refusons la politique des blocs.

Nous voulons le retrait de la France de l'Alliance atlantique et de tout système d'alliance militaire ; ce qui implique de nouvelles relations avec les pays du tiers monde et une étroite solidarité avec les pays qui luttent contre l'impérialisme.

Nous nous prononçons contre l'Europe capitaliste et pour l'Europe des travailleurs.

car

L'AUTOGESTION SOCIALISTE, CE N'EST PAS SEULEMENT POUR LA FRANCE QU'IL FAUT LA CONCEVOIR !

Si vous êtes d'accord avec ces objectifs, vous les soutiendrez en votant

ÉCOLOGIE - AUTOGESTION - DROITS DES FEMMES

Jacqueline BARRAGUÉ

Femme de service municipal en chômage de Villeneuve-sur-Lot

Remplaçant éventuel :

Pierre GIBERT

Agriculteur à Frespech

VU LES CANDIDATS

Imprimerie de la Tour, VILLENEUVE-SUR-LOT